



LIBYE : LA FIN DE LA JAMAHIRYYA

Luis Martinez*

Dans son réduit de Tripoli, Mouammar Qadhafi dispose encore de moyens financiers considérables placés sur des comptes off shore que le gel de ses avoirs ne peut atteindre et peut compter sur 15 000 hommes en armes qui défendront chèrement leur vie

La Libye de Mouammar Qadhafi sera-t-elle la prochaine rive de la vague démocratique qui a emporté Zine El Abidine en Tunisie et Hosni Mubarak en Egypte ? Considéré comme un régime solide, la Jamahiriyya qui pourtant disposait de très sérieux atouts pour résister, est au bord de l'effondrement. Le régime, en quinze jours d'insurrection, a perdu le contrôle de la région de la Cyrénaïque, des principaux champs et terminaux pétroliers, il demeure cantonné à Tripoli et à Syrte. La défection des tribus qui le soutenaient (la Warfalla en particulier), le ralliement progressif de l'armée à la cause des insurgés et l'incapacité des mercenaires étrangers à assumer le contrôle des villes, a placé le régime en situation de survie. Défendu par son dernier carré de fidèle et sa tribu, la Qadhafa, le régime de Qadhafi peut, dans la ville de Tripoli, résister à une tentative de conquête militaire ; il dispose d'unités réduites, 15 000 hommes, mais très bien armées (brigades de sécurité et forces spéciales) qui défendront chèrement leur vie.

Si aucune solution politique n'est trouvée pour sortir le régime de l'impasse dans lequel il se trouve, la violence pourrait s'installer en Tripolitaine. La communauté internationale a pris la mesure des dangers de la situation libyenne en votant des sanctions contre le régime. Si à moyen terme, ces sanctions ont pour but s'assécher les ressources du régime afin de le contraindre à la reddition, à court terme, le régime de Kadhafi a encore des moyens pour résister. Il dispose de ressources financières considérables placés dans des compte off shore que le gel des avoirs ne peut atteindre, ses unités spéciales ont des arsenaux leur

permettant de tenir un siège de la ville ; le contrôle du port et de l'aéroport lui assure un approvisionnement clandestin des biens et produits dont il aura besoin, et il est fort probable qu'une économie de revente d'essence se développe. En somme si le régime ne tombe pas dans les jours ou semaines à venir, il parviendra à se doter des moyens de survivre.

Cette situation, nul n'aurait pu l'imaginer il y a quelques semaines seulement ! En effet la Libye était jusqu'à peu de temps, un formidable eldorado que se disputaient les hommes d'affaires occidentaux et chinois attirés par les projets lénifiants des fils de Kadhafi. Ainsi en septembre 2007, Saadi présentait à Genève le projet The Road to the Future qui ferait de la côte libyenne une zone comparable à « New York, Monte Carlo et Honkong » ; Seif El Islam, alors successeur désigné, prévoyait que la « La Libye serait un pays moderne, avec des infrastructures modernes, un PNB élevé. Ses citoyens auraient le meilleur niveau de vie de la région. La Libye aurait des relations proches avec le reste du monde, avec l'Afrique, un partenariat avec l'Union européenne. Elle adhérerait à l'OMC... » (Le Figaro, 8 décembre 2007). Fort de ses 120 milliards de dollars d'avoirs en réserves, de son potentiel sous-exploité de gaz et de pétrole, les chefs d'Etats, souvent pressés par les lobby industriels de l'armement et du secteur des hydrocarbures avaient chaleureusement renoué les liens avec celui qui était encore il y a peu de temps (1991-2003), considéré comme un paria au sein de la communauté internationale.

Et pourtant cette Libye nouvelle que nous vantaient les chancelleries était composée des mêmes ingrédients que l'ancienne. A l'occasion du 37ème anniversaire de la Révolution, Kadhafi le 2 septembre 2006, précisait lors de son discours : « Soyez prêts à n'importe quel moment à écraser les ennemis de l'intérieur qui tenteraient de s'opposer à la marche du peuple... Lorsque nous avons mené la Révolution, nous ne voulions pas le pouvoir pour nous même, mais nous l'avons assumé pour le peuple, nous ne permettrons à personne de le voler au peuple». Ce peuple libyen aujourd'hui à moins de 20 ans (50 % de la moitié de la population), il est alphabétisé pour plus de 90 % et urbanisé à 85 %. Et il sait, que derrière l'Eldorado, la situation des droits de l'homme est, pour reprendre l'expression du rapport d'Amnesty International du 23 juin 2010 « désespérée». L'insurrection libyenne n'est pas le résultat de la pauvreté, mais celui d'une privation sans fin des libertés. Espérons que l'engagement de l'Union européenne en Méditerranéen parvienne à restaurer quelques valeurs morales que les Etats et entreprises qui la composent ont allégrement oubliées, obnubilés par la ruée vers l'or noir du désert libyen.

***CERI-Sciences po, directeur du CERAM à Rabat
(Centre de recherche sur l'Afrique et la Méditerranée).
Auteur de « Violence de la rente pétrolière : Algérie, Irak, Libye ».
Presses de sciences Po, 2010.**